

**Art. 5.** La ministre ayant la Loterie Nationale dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mai 2019.

**PHILIPPE**

Par le Roi :

La Ministre du Budget,  
S. WILMES

**Art. 5.** De minister bevoegd voor de Nationale Loterij is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 mei 2019.

**FILIP**

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,  
S. WILMES

**SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES**

[C - 2019/13532]

**13 JUIN 2019. — Arrêté royal modifiant l'article 46<sup>quater</sup>, de l'AR/CIR 92, en ce qui concerne les modalités d'application relatives au passif social en vertu du statut unique**

**RAPPORT AU ROI**

Sire,

L'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté adapte l'article 46<sup>quater</sup>, alinéa unique, AR/CIR 92, qui détaille les modalités d'application relatives au passif social en vertu du statut unique, en application de l'article 67<sup>quater</sup>, CIR 92.

La phrase liminaire est remplacée par une formule qui donne pouvoir au Ministre des Finances, ou à son délégué, de déterminer les modalités (applications informatiques, date d'introduction, etc.) suivant lesquelles les informations demandées au contribuable devront être fournies annuellement par voie électronique à l'administration du SPF Finances.

Le premier tiret est modifié afin que dans le cas où un travailleur de la liste ne dispose pas d'un numéro national, son identification puisse néanmoins s'établir par le biais du numéro d'identification bis attribué par la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale.

Enfin, pour que l'ensemble des vérifications nécessaires au contrôle de l'exonération pour passif social puissent s'opérer, il est nécessaire d'ajouter à la liste des informations requises, le montant de l'exonération pour passif social sollicité par travailleur, ainsi que, en cas de départ d'un travailleur de cette liste, la date de son départ, et le montant qui, sur base de l'article 67<sup>quater</sup>, alinéa 8, CIR 92, est repris des bénéfices et profits de la période imposable, pour ce travailleur.

Suite à l'avis n° 65.878/3 du 6 mai 2019 du Conseil d'Etat, l'avis de l'Autorité de protection des données a été demandé. Cet avis a été donné le 5 juin 2019 et à la suite de celui-ci, les mots "la date de départ" ont été remplacés par les mots "la date de fin du contrat de travail" dans le texte en projet.

Etant donné que l'entrée en vigueur des modifications apportées à l'article 67<sup>quater</sup>, CIR 92, par la loi du 11 février 2019, est le 1<sup>er</sup> janvier 2019, l'entrée en vigueur du présent arrêté est également maintenue au 1<sup>er</sup> janvier 2019, du fait qu'il s'agit principalement d'obligations administratives.

Telle est, Sire, la portée de l'arrêté qui Vous est soumis.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux et  
très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,  
A. DE CROO

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN**

[C - 2019/13532]

**13 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 46<sup>quater</sup>, van het KB/WIB 92, met betrekking tot de toepassingsmodaliteiten inzake het sociaal passief ingevolge het eenheidsstatuut**

**VERSLAG AAN DE KONING**

Sire,

Het besluit dat ik de eer heb aan de handtekening van Uwe Majesteit voor te leggen past artikel 46<sup>quater</sup>, KB/WIB 92, aan, dat de toepassingsmodaliteiten inzake het sociaal passief ingevolge het eenheidsstatuut vaststelt, met toepassing van artikel 67<sup>quater</sup>, WIB 92.

De inleidende zin wordt vervangen door een formulering die de minister of zijn afgevaardigde machtigt om de modaliteiten (elektronische toepassing, datum van indiening, enz.) te bepalen volgens dewelke de van de belastingplichtige verlangde informatie jaarlijks langs elektronische weg aan de administratie van de FOD Financiën moet worden verstrekt.

Het eerste streepje wordt gewijzigd zodat in het geval dat een werknemer van de lijst geen nationaal nummer heeft, zijn identificatie toch kan worden vastgesteld aan de hand van het bis-identificatienummer toegekend door de Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Tot slot is het, opdat alle nodige onderzoek voor de controle van de vrijstelling voor sociaal passief kan plaatsvinden, noodzakelijk om het per werknemer gevraagde bedrag van de vrijstelling voor sociaal passief, evenals, in het geval van uitdiensttreding van een werknemer op deze lijst, de datum van diens uitdiensttreding en het bedrag dat, op basis van artikel 67<sup>quater</sup>, achtste lid, WIB 92, in de winsten en baten van het belastbaar tijdperk is opgenomen, aan de lijst met vereiste informatie toe te voegen.

In navolging van het advies nr. 65.878/3 dd. 6 mei 2019 van de Raad van State, werd het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit aangevraagd. Dit advies werd gegeven op 5 juni 2019 en in navolging ervan werden de woorden "de einddatum van de uitdiensttreding" vervangen door de woorden "de einddatum van de arbeidsovereenkomst" in de tekst in ontwerp.

Gelet op de inwerkingtreding van de wijzigingen aan art. 67<sup>quater</sup>, WIB 92, door de wet van 11 februari 2019 op 1 januari 2019, wordt ook de inwerkingtreding van dit besluit behouden op 1 januari 2019, mede doordat het hier louter administratieve verplichtingen betreft.

Dit is, Sire, de draagwijdte van het besluit dat U wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige en  
zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,  
A. DE CROO

AVIS 65.878/3 DU 6 MAI 2019 SUR UN PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL "MODIFIANT L'ARTICLE 46<sup>QUATER</sup>, DE L'AR/CIR 92, EN CE QUI CONCERNE LES MODALITÉS D'APPLICATION RELATIVES AU PASSIF SOCIAL EN VERTU DU STATUT UNIQUE"

Le 4 avril 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'article 46<sup>quater</sup>, de l'AR/CIR 92, en ce qui concerne les modalités d'application relatives au passif social en vertu du statut unique".

Le projet a été examiné par la troisième chambre le 30 avril 2019. La chambre était composée de Jo Baert, président de chambre, Peter Sourbron et Koen Muylle, conseillers d'État, Jan Velaers et Bruno Peeters, assessseurs, et Annemie Goossens, greffier.

Le rapport a été présenté par Frédéric Vanneste, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Jo Baert, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 mai 2019.1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

#### Observation préliminaire

2. Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

#### Portée du projet

3. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet d'adapter les dispositions visant à exécuter l'article 67<sup>quater</sup> du Code des impôts sur les revenus 1992 (ci-après : CIR 92) – cet article détermine l'exonération d'impôts octroyée consécutivement à l'instauration du statut unique –, figurant à l'article 46<sup>quater</sup> de l'arrêté royal du 27 août 1993 "d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992" (ci-après : AR/CIR 92).

#### Fondement juridique

4. L'arrêté en projet trouve son fondement juridique dans l'article 67<sup>quater</sup> du CIR 92, et plus précisément dans son dernier alinéa.

#### Formalités

5. L'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, du projet détermine les données qui doivent être traitées par travailleur.

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 "relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)", combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 "portant création de l'Autorité de protection des données", dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel. Il s'impose par conséquent de recueillir encore l'avis de l'Autorité de protection des données avant que le projet puisse se concrétiser.

Si cet avis devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation, conformément à la prescription de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'État.

ADVIES 65.878/3 VAN 6 MAI 2019 OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT "TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 46<sup>QUATER</sup>, VAN HET KB/WIB 92, MET BETREKKING TOT DE TOEPASSINGSMODALITEITEN INZAKE HET SOCIAAL PASSIEF INGEVOLGE HET EENHEIDSTATUUT"

Op 4 april 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van artikel 46<sup>quater</sup>, van het KB/WIB 92, met betrekking tot de toepassingsmodaliteiten inzake het sociaal passief ingevolge het eenheidsstatuut".

Het ontwerp is door de derde kamer onderzocht op 30 april 2019. De kamer was samengesteld uit Jo Baert, kamervoorzitter, Peter Sourbron en Koen Muylle, staatsraden, Jan Velaers en Bruno Peeters, assessoren, en Annemie Goossens, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Frédéric Vanneste, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jo Baert, kamervoorzitter. Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 mei 2019.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

#### Voorafgaande opmerking

2. Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

#### Strekking van het ontwerp

3. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt tot aanpassing van de bepalingen ter uitvoering van artikel 67<sup>quater</sup> van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 (hierna: WIB 92) – dit artikel bepaalt de belastingvrijstelling die wordt toegekend naar aanleiding van de invoering van het eenheidsstatuut –, die zijn opgenomen in artikel 46<sup>quater</sup> van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 "tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992" (hierna: KB/WIB 92).

#### Rechtsgrond

4. Het ontworpen besluit vindt rechtsgrond in artikel 67<sup>quater</sup> van het WIB 92, meer bepaald in het laatste lid van dat artikel.

#### Vormvereisten

5. Artikel 1, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, van het ontwerp bepaalt welke gegevens per werknemer verwerkt dienen te worden.

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 "betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)", gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 "tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit", te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking van persoonsgegevens. Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit moet bijgevolg nog worden ingewonnen vooraleer het ontwerp doorgang kan vinden.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst ten gevolge van dat advies nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen, ter inachtneming van het voorschrift van artikel 3, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

Examen du textePréambule

6. Le cinquième alinéa du préambule justifie une demande d'avis urgente auprès de la section de législation du Conseil d'État, alors que la procédure d'urgence visée à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État n'est pas invoquée pour la présente demande d'avis. (1) On omettra cet alinéa du préambule.

Article 1<sup>er</sup>

7. L'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du projet dispose qu'une référence au " numéro d'identification bis visé à l'article 314, alinéa 3, du même Code, attribué par la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale " est insérée dans le premier tiret de l'article 46<sup>quater</sup> de l'AR/CIR 92. Or, l'article 314 du CIR 92 ne fait pas mention de ce numéro.

Invité à fournir des précisions à ce sujet, le délégué a répondu ce qui suit :

" Deze verwijzing anticipeerde op een wijziging van art. 314 WIB92 die zou worden opgenomen in een wet diverse bepalingen. Deze wijziging werd uiteindelijk niet weerhouden ".

Le délégué a dès lors proposé de reformuler l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du projet comme suit :

"in het eerste streepje, worden de woorden "alsmede, in voorkomend geval, het nationaal nummer" vervangen door de woorden 'alsmede het nationaal nummer of het bis identificatienummer toegekend door de Kruispuntbank van de sociale zekerheid'."

Cette proposition peut être accueillie.

Article 2

8. L'article 2 du projet prévoit que l'arrêté envisagé entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, ce qui implique qu'un effet rétroactif lui est conféré.

Alors qu'en vertu de la version en vigueur de l'article 46<sup>quater</sup> de l'AR/CIR 92, les contribuables doivent simplement " tenir à la disposition de l'administration " une liste nominative des travailleurs embauchés, ils doivent, conformément à la disposition en projet, " communiquer " cette liste, ainsi qu'un certain nombre de données par travailleur, " par voie électronique ". Selon la nouvelle phrase introductive de l'article 46<sup>quater</sup>, cette communication se fait " annuellement " (voir l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du projet). Les contribuables disposent par conséquent encore du reste de l'année civile en cours pour transmettre ces données à l'administration fiscale par voie électronique. On n'aperçoit dès lors pas l'utilité de la rétroactivité. Les contribuables doivent d'ailleurs encore attendre les modalités de cette " [communication] (...) par voie électronique " (voir l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du projet - article 46<sup>quater</sup>, phrase introductive, en projet, de l'AR/CIR 92 : " ... communiquer ... par voie électronique selon les modalités déterminées par le ministre des Finances ou son délégué ... "), avant de pouvoir transmettre effectivement ces données à l'administration fiscale. En tout état de cause, l'avantage fiscal ne pourra pas être refusé à un contribuable s'il n'a pas reçu de délai raisonnable pour se conformer aux nouvelles règles. On adaptera dès lors la date d'entrée en vigueur, compte tenu de ces principes.

Le greffier,  
A. Goossens

Le président,  
J. Baert

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Précédemment, la section de législation a déclaré irrecevable une demande d'avis sur le même projet d'arrêté, qui invoquait l'urgence (avis C.E. 65.774/3 du 2 avril 2019 sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'article 46<sup>quater</sup>, de l'AR/CIR 92, en ce qui concerne les modalités d'application relatives au passif social en vertu du statut unique").

Onderzoek van de tekstAanhef

6. In het vijfde lid van de aanhef is een verantwoording voor een spoedeisende adviesaanvraag bij de afdeling Wetgeving van de Raad van State opgenomen, terwijl voor deze adviesaanvraag geen beroep is gedaan op de spoedeisende procedure bedoeld in artikel 84, § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State. (1) Dat lid van de aanhef dient te worden weggelaten.

Artikel 1

7. In artikel 1, 2<sup>o</sup>, van het ontwerp wordt bepaald dat in het eerste streepje van artikel 46<sup>quater</sup> van het KB/WIB 92, een verwijzing wordt ingevoegd naar "het in artikel 314, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vermelde bis-identificatienummer toegekend door de Kruispuntbank van de sociale zekerheid". In artikel 314 van het WIB 92 wordt echter geen melding gemaakt van dat nummer.

Daarover om toelichting verzocht, antwoordde de gemachtigde het volgende:

"Deze verwijzing anticipeerde op een wijziging van art. 314 WIB92 die zou worden opgenomen in een wet diverse bepalingen. Deze wijziging werd uiteindelijk niet weerhouden."

De gemachtigde stelde daarom voor om artikel 1, 2<sup>o</sup>, van het ontwerp als volgt te herschrijven:

"in het eerste streepje, worden de woorden "alsmede, in voorkomend geval, het nationaal nummer" vervangen door de woorden 'alsmede het nationaal nummer of het bis identificatienummer toegekend door de Kruispuntbank van de sociale zekerheid'."

Met dat voorstel kan worden ingestemd.

Artikel 2

8. In artikel 2 van het ontwerp wordt bepaald dat het te nemen besluit in werking treedt op 1 januari 2019, wat inhoudt dat er terugwerkende kracht aan wordt verleend.

Daar waar krachtens de geldende versie van artikel 46<sup>quater</sup> van het KB/WIB 92 de belastingplichtigen de nominatieve lijst van de tewerkgestelde werknemers louter "ter beschikking van de administratie [moeten] houden", moeten ze die lijst, alsook een aantal gegevens per werknemer, volgens de ontworpen bepaling "langs elektronische weg (...) voorleggen". Dat voorleggen moet volgens de nieuwe inleidende zin van artikel 46<sup>quater</sup> "jaarlijks" gebeuren (zie artikel 1, 1<sup>o</sup>, van het ontwerp). Dit betekent dat de belastingplichtigen nog de rest van het lopende kalenderjaar hebben om die gegevens via elektronische weg te bezorgen aan de belastingadministratie. Het is derhalve onduidelijk wat het nut van de retroactiviteit kan zijn. Het is voor de belastingplichtigen trouwens nog wachten op de nadere regels over hoe dat "langs elektronische weg (...) voorleggen" dient te gebeuren (zie artikel 1, 1<sup>o</sup>, van het ontwerp - ontworpen artikel 46<sup>quater</sup>, inleidende zin, van het KB/WIB 92: "... langs elektronische weg volgens de door de minister van Financiën of zijn afgevaardigde vastgestelde modaliteiten, ... voorleggen ..."), alvorens ze die gegevens effectief aan de belastingadministratie zullen kunnen bezorgen. In elk geval zal het belastingvoordeel niet kunnen worden ontzegd aan een belastingplichtige indien deze geen redelijke termijn heeft gekregen om zich naar de nieuwe regels te schikken. De datum van inwerkingtreding zal dan ook moeten worden aangepast, rekening houdende met die uitgangspunten.

De griffier,  
A. Goossens

De voorzitter,  
J. Baert

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Eerder heeft de afdeling Wetgeving een adviesaanvraag over hetzelfde ontwerpbesluit, waarbij een beroep werd gedaan op de spoedeisendheid, niet ontvankelijk verklaard (adv.RvS 65.774/3 van 2 april 2019 over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van artikel 46<sup>quater</sup>, van het KB/WIB 92, met betrekking tot de toepassingsmodaliteiten inzake het sociaal passief ingevolge het eenheidsstatuut").

**13 JUIN 2019. — Arrêté royal modifiant l'article 46<sup>quater</sup>, de l'AR/CIR 92, en ce qui concerne les modalités d'application relatives au passif social en vertu du statut unique**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, l'article 67<sup>quater</sup>, inséré par la loi du 26 décembre 2013, modifié par la loi du 18 décembre 2015 et par la loi du 11 février 2019 ;

Vu l'AR/CIR 92 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 mars 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mars 2019 ;

Vu l'urgence motivée par le fait :

- qu'il est nécessaire de faire entrer le présent arrêté royal en vigueur au même moment que l'article 67<sup>quater</sup>, CIR 92, tel que modifié par la loi du 11 février 2019, qui constitue sa base légale, afin que les contribuables concernés soient informés sans tarder des modalités d'application de ces dispositions modificatives ;

- que l'article 3 de la loi précitée fixe l'entrée en vigueur des modifications de l'article 67<sup>quater</sup>, CIR 92, au 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

- qu'il convient dès lors de faire entrer les dispositions du présent arrêté en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 également et qu'il n'est donc pas possible de postposer l'adoption du présent arrêté sans courir le risque que l'étalement de l'exonération relative au passif social en vertu du statut unique puisse ne pas s'appliquer dans tous les cas, avec pour conséquence un impact budgétaire négatif par rapport aux prévisions de l'année 2019 ;

Vu l'avis n° 65.878/3 du Conseil d'Etat, donné le 6 mai 2019 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ;

Vu l'avis n° 111/2019 de l'Autorité de protection des données, donné le 5 juin 2019 ;

Sur la proposition du Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 46<sup>quater</sup>, alinéa unique, AR/CIR 92, inséré par arrêté royal du 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- la phrase liminaire est remplacée par la phrase suivante : "Pour pouvoir bénéficier de l'exonération prévue à l'article 67<sup>quater</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992, le contribuable est tenu de communiquer annuellement, par voie électronique selon les modalités déterminées par le ministre des Finances ou son délégué, la liste nominative des travailleurs embauchés, ainsi que pour chaque travailleur :"

- dans le premier tiret, les mots "ainsi que, le cas échéant, le numéro national" sont remplacés par les mots "ainsi que, selon le cas, le numéro national ou le numéro d'identification bis attribué par la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale" ;

- entre les tirets 3 et 4, sont insérés trois tirets rédigés comme suit :

"- le montant de l'exonération ;

- le cas échéant, la date de fin du contrat de travail ;

- le cas échéant, le montant qui, conformément à l'article 67<sup>quater</sup>, alinéa 8, du même Code, est repris dans les bénéfices et profits de la période imposable ;".

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 3.** Le ministre qui a les Finances dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,  
A. DE CROO

**13 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 46<sup>quater</sup>, van het KB/WIB 92, met betrekking tot de toepassingsmodaliteiten inzake het sociaal passief ingevolge het eenheidsstatuut**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 67<sup>quater</sup>, ingevoegd bij wet van 26 december 2013, gewijzigd bij wet van 18 december 2015 en bij wet van 11 februari 2019;

Gelet op het KB/WIB 92;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 maart 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 maart 2019;

Gelet op de hoogdringendheid, gemotiveerd door het feit:

- dat het noodzakelijk is om dit koninklijk besluit op hetzelfde ogenblik inwerking te laten treden als artikel 67<sup>quater</sup>, WIB 92, zoals dit werd gewijzigd door de wet van 11 februari 2019, die haar wettelijke basis is, zodat de betrokken belastingplichtigen onverwijld op de hoogte worden gebracht van de toepassingsmodaliteiten van deze wijzigings-bepalingen;

- dat artikel 3 van de voormelde wet de inwerkingtreding van de wijzigingen van artikel 67<sup>quater</sup>, WIB 92, op 1 januari 2019 bepaalt;

- dat het bijgevolg dienstig is om de bepalingen van dit besluit ook inwerking te laten treden vanaf 1 januari 2019 en dat het dus niet mogelijk is om de aanname van dit besluit uit te stellen zonder het risico te lopen dat de spreiding van de vrijstelling inzake het sociaal passief ingevolge het eenheidsstatuut niet in alle gevallen van toepassing zou kunnen zijn, met een negatieve budgettaire impact ten opzichte van de prognoses voor het jaar 2019 tot gevolg;

Gelet op advies nr. 65.878/3 van de Raad van State, gegeven op 6 mei 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies nr. 111/2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 5 juni 2019;

Op de voordracht van de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 46<sup>quater</sup>, enig lid, KB/WIB 92, ingevoegd bij koninklijk besluit van 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- de inleidende zin wordt vervangen door de volgende zin: "Om de in artikel 67<sup>quater</sup>, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, bedoelde vrijstelling te kunnen verkrijgen, moet de belastingplichtige jaarlijks langs elektronische weg volgens de door de minister van Financiën of zijn afgevaardigde vastgestelde modaliteiten, de nominatieve lijst van de tewerkgestelde werknemers voorleggen, alsook voor elke werknemer:";

- in het eerste streepje, worden de woorden "alsmede, in voorkomend geval, het nationaal nummer" vervangen door de woorden "alsmede het nationaal nummer of het bis-identificatienummer toegekend door de Kruispuntbank van de sociale zekerheid";

- drie streepjes worden ingevoegd tussen het derde en vierde streepje, luidende:

"- het bedrag van de vrijstelling;

- in voorkomend geval, de datum van de einddatum van de arbeidsovereenkomst;

- in voorkomend geval, het bedrag dat, overeenkomstig artikel 67<sup>quater</sup>, achtste lid, van hetzelfde Wetboek, is opgenomen in de winsten en baten van het belastbaar tijdperk;".

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juni 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,  
A. DE CROO